

Bribe d'histoire du système agro-industriel breton

L'Office central de Landerneau et son héritage

Extraits du livre de Nicolas Legendre, *Silence dans les Champs* (2023),
pages 63 à 70

[L'Office central de Landerneau], « l'Office » ou encore « le syndicat », [une] union d'organismes agricoles, créée en 1911, fédérait notamment des syndicats locaux, des caisses mutuelles d'assurance-incendie, des caisses de « mutuelle-bétail » ainsi que des groupements d'achat de matériel et d'engrais. Elle s'est affirmée comme l'un des principales matrices économiques et idéologiques de l'agro-industrie bretonne.

À sa tête, durant trente-sept ans : **le comte Hervé Budes de Guébriant**. Visage ovale, moustache au cordeau, petites lunettes rondes, Guébriant était *an otroù*, comme on dit en breton : « un monsieur », un aristocrate aux manières de gentilhomme quelque peu surannées, qui fleurait bon l'Ancien Régime. Né en 1880, héritier d'une riche famille de propriétaires terriens du Léon, Guébriant possédait une centaine de fermes, soit environ 1000 hectares à travers la Bretagne.¹ Agronome de formation, royaliste s'accommodant – bon an, mal an – de la République, ce fervent catholique était un partisan de la modernisation des campagnes... sans bouleversement des

hiérarchies sociales. Il fut l'un des piliers français de l'agrarisme, courant de pensée qui considérait le monde rural et l'agriculture comme des entités sociales et économiques singulières devant bénéficier d'un encadrement singulier. Il a prôné et appliqué, depuis son fief du Léon, un corporatisme agricole mâtiné de paternalisme, de volontarisme social et d'aversion pour le capitalisme autant que pour le communisme, perçus comme des menaces pour « l'ordre naturel » des campagnes. **Diffuser le « progrès » relevait, pour lui comme pour d'autres aristocrates de sa génération, d'une sorte de mission divine.** Il s'agissait de contribuer à l'évolution des conditions de vie dans le monde rural tout en préservant une forme de paix sociale. **La lutte des classes, pour ces notables, était un concept honni. On peut les comprendre : elle impliquait leur perte.**

Des structures à la démarche semblable, surnommées « **syndicats des ducs** », idéologiquement proches de l'Office central de Landerneau, ont essaimé dans les Côtes-d'Armor, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan durant la première

¹ Suzanne Berger, *Les Paysans contre la politique. L'organisation rurale en Bretagne, 1911-1974* (Seuil, 1975).

moitié du XX^{ème} siècle. Leurs responsables revendiquaient, comme Guébriant et comme la FNSEA, bien plus tard, l'unité du monde agricole. Ils s'opposaient vigoureusement aux initiatives concurrentes. Ceux qui voulaient donner le pouvoir aux petits cultivateurs afin qu'ils s'émancipent de la « tutelle humiliante » des « châtelains, comtes et marquis » étaient mis à l'index. Ce fut notamment le cas de l'abbé Henri Mancel, prêtre subversif ostracisé par l'épiscopat pour ses idées trop « partageuses ».

En 1927, le cardinal Charost, archevêque de Rennes, proche de l'Action française, s'exprime lors du congrès d'un syndicat des ducs. Il vitupère contre les « bolchéviques » qui tentent de fédérer les paysans. Le champ lexical qu'il utilise donne une idée de l'ambiance qui règne alors dans les campagnes : « Méfiez-vous de ces ligues paysannes qui, ne pouvant mordre sur vos syndicats, cherchent à les enlacer dans des replis qui ressemblent à ceux du serpent. **Ce que l'Église veut, c'est la doctrine de Jésus-Christ qui recommande l'union des classes.**² »

Durant les années 1930, des affrontements parfois violents opposent, en Bretagne, des leaders paysans de droite, populistes et antirépublicains, et leurs équivalents « rouges », socialistes et universalistes. Ça tabasse en marge des réunions syndicales. Ça part en embuscade dans les bocages. Par sens tactique autant que par proximité idéologique, le comte Guébriant s'appuie sur les populistes de droite. Un représentant des **Chemises vertes**,

mouvement rural fascisant crée par le journaliste antisémite Henri d'Halluin, surnommé Dorgères, entre au conseil d'administration de l'Office. « Dorgères est mon ministre de la Guerre » affirme alors Guébriant. La devise des Chemises vertes (« Croire, obéir, servir ») et leur emblème (une fourche et une faucille croisées) sont évocateurs. Les historiens Alain Croix et Corentin Canévet expliquent que « l'empreinte » des Chemises vertes « marque profondément une partie de la paysannerie à travers ses modes d'action (opérations de commando, actions directes, politique du fait accompli) »³. Difficile de ne pas songer, en la matière, aux méthodes musclées mises en œuvre ou approuvées, plus tard, par des représentants de la FNSEA ou des Jeunes agriculteurs – à commencer par Alexis Gourvennec.

Durant l'Occupation, le comte Guébriant est chargé par le maréchal Pétain (qu'il vénère) de mettre sur pied la « Corporation paysanne ». « Vichy donne enfin l'occasion à notre parti de triompher », déclare-t-il alors. Dans le Finistère, l'Office central de Landerneau renforce considérablement son pouvoir. Le préfet de la Libération écrit : « La position de M. Guébriant ne cessa de devenir plus forte et on peut dire que la préfecture du département se trouvait non plus à Quimper, mais à Landerneau [...] Sa puissance était telle que rien n'était plus décidé sans son concours ». A la fin de la guerre, Guébriant est emprisonné pour faits de collaboration avant d'être libéré quelques mois plus tard, « faute de charges suffisantes ». Après cet épisode, il

² Joël Cornette, *Histoire de la Bretagne et des Bretons, tome 2, Des Lumières au XXI^{ème} siècle* (Seuil, 2005)

³ Alain Croix et Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton* (Presses Universitaires de Rennes, 2013)

reste une figure respectée en Bretagne. En 1953, il est promu au grade d'officier de la Légion d'honneur. En 1960, il en devient commandeur. En 1970, deux ans avant sa mort, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Yvon Bourges, futur président (RPR) de la région Bretagne, l'élève à la dignité de grand officier de cette même Légion d'honneur. De nos jours, plusieurs rues portent son nom. **Son héritage est considérable.**

« L'esprit de Landerneau » et, d'une manière générale, celui du syndicalisme des ducs (mutualisme, corporatisme, coopération), a largement infusé dans les campagnes bretonnes. La dislocation de l'Office, au début des années 60, donne naissance à des colosses : le Crédit Mutuel de Bretagne, la coopérative Coopagri (rebaptisée Triskalia, puis Eureden : 3,1 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2021, 19 500 coopérateurs), la caisse bretonne de l'assureur Groupama, la Mutualité sociale agricole de Bretagne ainsi que l'hebdomadaire *Paysan Breton*, principal organe d'information professionnelle du monde agricole breton (fondé quant à lui par un résistant, Pierre Guillou), sont tous des enfants de l'institution landernéenne.

Le comte Guébriant a également contribué à la création de **l'école d'agriculture du Nivot**, au cœur des monts d'Arrée. A l'origine, dans les années 1920, cet établissement avait notamment pour objectif de « contrer » l'influence de l'école publique en matière agricole⁴. Dans la Bretagne cléricale, cette même école publique était parfois surnommée *skol an diaoul* : « l'école du diable ».

Parmi les nombreuses personnalités qui ont fait leurs classes au Nivot figure un certain Alexis Gourvenec.

Hasard ou coïncidence, c'est aussi à Landerneau qu'a vu le jour, à l'époque de la toute-puissance de l'Office, l'un des plus importants empires français de la grande distribution, créé par **un certain Edouard Leclerc**. Ancien séminariste (ça ne s'invente pas), Leclerc a mis sur pied un système original d'enseignes liées par des centrales d'approvisionnement, avec pour credo la vente de denrées alimentaires à des prix imbattables. Leclerc et ses pairs se sont imposés comme des acteurs majeurs du complexe agro-industriel. Principaux pourvoyeurs de denrées alimentaires en France, l'un des pays d'Europe ayant la plus forte densité de grandes surfaces par habitants, ces titans possèdent leurs propres marques et usines. En 2018, le tiers des porcs tués en Bretagne finissaient leur vie dans les abattoirs Kerméné (Leclerc) et dans ceux d'Agromousquetaires, propriété d'un autre mastodonte de la grande distribution né en Bretagne : Intermarché. Ces enseignes sont également liées par contrat avec certains éleveurs et ont investi en tant que « partenaires » dans des fermes pilotes. A la fois producteurs, transformateurs, transporteurs et vendeurs, ils maîtrisent certaines filières quasiment de A à Z. Ils ont entrepris de longue date une « course au moins cher » qui se répercute sur l'ensemble du monde agricole, avec pour conséquence la contraction des prix payés aux producteurs.

⁴ Robert O. Paxton, *Le Temps des Chemises vertes, révoltes paysannes et fascisme rural (1929-1939)* (Seuil, 1996)

Revenons à Gourvennec. Avec d'autres figures bretonnes de l'après-guerre, le fougueux paysans du Léon s'est construit en opposition partielle à la « veille tutelle » de l'Office central de Landerneau, qu'il considérait comme une « boutique » sclérosée. Rien d'étonnant à cela, puisque le jeune homme était imprégné par les préceptes modernisateurs de la Jeunesse agricole catholique et par l'air du temps des Trente Glorieuses. Contrairement au comte Guébriant, il ne considérait pas le capitalisme comme un concept démoniaque. Ce qui change tout.

Parvenue aux manettes, la « génération Gourvennec » a opéré une rupture dans la continuité. Elle a repris à son compte certains acquis socio-économiques et certains aspects idéologiques de l'Office central. Elle leur a ajouté la valorisation de « l'efficacité économique » et de la performance individuelle, ainsi qu'une fascination accrue pour la technologie. Cette synthèse, effectuée dans les années 1960, constitue un véritable big-bang.

C'est à ce moment que les fondations idéologiques du productivisme breton sont posées. La religion, une fois encore, n'est pas loin. Pour les sociologues Pierre Alphantery, Pierre Bitoun et Yves Dupont, « la Jeunesse agricole catholique a formé des milliers de paysans à l'idée qu'un « christianisme bien compris » était « non seulement une montée vers Dieu

mais encore un puissant stimulant du progrès ». On voit ainsi comment se sont articulés l'humanisme chrétien progressiste et le rationalisme technicoéconomique ». ⁵

Dans ce contexte, il n'est pas anodin de noter que les territoires bretons les plus marqués par l'influence du clergé, de la Jeunesse agricole catholique ou du corporatisme agrarien (pays de Lamballe et de Pontivy, Léon, Marches de Bretagne, etc.) sont aussi ceux qui ont connu la plus importante intensification des exploitations. Ils se distinguent par l'ampleur des arrachages de haies et des arasements de talus qui y ont eu lieu, par les hauts niveaux de nitrates ou de pesticides dans leurs masses d'eau et/ou par l'importance des proliférations d'algues vertes sur leurs côtes ⁶.

Le mariage idéologique semble définitivement consommé quand, en 1971, Hervé Budes de Guébriant chante les louanges de l'industrialisation de l'agriculture : « Cette industrialisation, loin de la redouter, nous, agriculteurs bretons, nous la proclamons nécessaire. » Quelques années plus tôt, en 1964, un cadre de l'Office central de Landerneau anticipait la sortie d'Alexis Gourvennec à propos des « minables » en déclarant : « La coopérative ne devrait aider que ceux qui souhaitent aller de l'avant ; elle ne devrait travailler qu'avec les plus forts. Le rôle de la coopérative est économique et non social. »

⁵ Pierre Alphantery, Pierre Bitoun et Yves Dupont, *Les Champs du départ, une France rurale sans paysans ?* (La Découverte, 1989)

⁶ Brigitte Waché (dir.), *Militants catholiques de l'Ouest, de l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIX^e-XX^e siècles* (Presses

Universitaires de Rennes, 2004) ; « Degré d'intensification des exploitations laitières bretonnes », Draaf Bretagne, 2009 ; carte Adonis d'utilisation des pesticides en France, Solagro, 2020.